

Ils veulent nous interdire de parole, enterrer nos revendications, marginaliser nos intérêts. « Ils » ? Droite et extrême droite mêlées occupent la rue pour conquérir le pouvoir. Le pouvoir en place fait de l'austérité et le patronat licencie à tour de bras. Reprenons l'initiative sociale. Pour ça **7 Jours** vous pose cette question : que faire du 1^{er} Mai et du 5 Mai. Une riposte s'impose contre la subversion politique et sociale. Comment l'organiser ? Refusons de rester spectateurs !

Desserrer l'étau, défendre nos revendications !

Le chômage, les licenciements, l'écrasement des salaires, le recul de la protection sociale, tout ça n'existe plus ? Nous serions dans un étau, contraints de nous taire, coincés entre l'offensive de rue de la droite alliée à l'extrême droite, et la politique d'austérité pratiquée par un Hollande qui continue en tous points la politique de Sarkozy.

Et il faudrait rester spectateur ?

Malade de ses divisions internes, l'UMP prend le raccourci que Copé a indiqué : la contestation de l'alternance par la rue. A ce jeu, elle entraîne dans son sillage l'extrême droite, que Sarkozy a copié tout au long de sa présidence. Cette extrême droite, qui se mêle à l'UMP en faisant semblant de la combattre, se partage entre un parti qui se voudrait respectable, le « Front national », et sa réalité pratique, les groupes ouvertement violents comme le GUD, le Bloc identitaire, et autres Skin Heads. Il n'y a pas de frontière étanche entre ces formations, mais une idéologie commune.



Députés UMP du 78, Christine Boutin (Opus Dei) et Collard (extrême droite) au coude à coude dimanche : le visage de la machine à réaction en marche

Il faut toute la démagogie des Le Pen pour dire à la fois que la loi sur le mariage pour tous est une diversion et appeler ouvertement à la subversion contre cette loi tout en se présentant aux élections.

Une diversion ? Non, le terrain de rassemblement choisi par les évêques, la droite et l'extrême droite est parfaitement réfléchi : il s'agit d'investir un des nombreux terrains contre l'égalité et la démocratie. Les familles de Versailles, Neuilly et des beaux quartiers lyonnais ou nantais se mobilisent contre l'égalité sexuelle, comme elles agissent contre l'égalité sociale. Pour cette machine à réaction au service de l'économie libérale, les hommes ne sont pas égaux : ils se partagent entre couches supérieures et inférieures, réparties par origine sociale, raciale et inclination religieuse ou sexuelle. C'est une croisade de l'occident chrétien, l'idéologie mondialiste au service des grandes puissances dominatrices.

Le patronat boit du petit-lait. L'égalité sociale est son ennemie. Il vient de remporter une victoire contre le droit social par l'affaiblissement du Code du travail, en recul du fait de l'ANI signé avec la CFDT, la CFTC et la CGC. Demain, fort de son nouveau président, le fils de l'ancien patron des patrons, Gattaz, il voudra pousser l'avantage et passer à la phase finale, la liquidation des acquis sociaux majeurs, c'est-à-dire la protection sociale. Au nom du coût du travail, de la compétitivité et de la liberté d'entreprendre, bien sûr...

Le gouvernement Hollande a choisi ouvertement son camp : celui de la finance européenne et la restauration des profits du patronat. Il veut nous imposer l'austérité de l'Union européenne pour rembourser une dette qui n'est pas la nôtre mais celle des banquiers spéculateurs. Il appelle ça « sérieux budgétaire » par souci de communication. Il file le train au patronat dans sa croisade pour un « choc de compétitivité », langage choisi mis pour baisse des salaires, réduction des emplois, recul de la protection sociale. Il entame la future conférence sociale de l'été tout proche au moyen du dispositif syndical utilisé pour l'ANI emploi : une courroie de transmission nommée CFDT, alliée aux débris de la CFTC et de la CGC, déclarées représentatives au terme d'un décompte de croupier de casino

Rien n'est joué, tout est encore possible

Tout ce vacarme peut être réduit au silence. Tout peut s'inverser en notre faveur. A une condition : qu'il soit clair, établi, affirmé que nos revendications doivent être satisfaites, et donc qu'une autre politique doit être mise en place. Les deux termes sont désormais étroitement imbriqués. Dans une pareille situation, les atermoiements, les hésitations n'ont pas cours. Ou alors c'est le cours qui mène à la défaite. Oui, nos revendications sont légitimes. Non, personne n'a le droit de les fouler au pied.



C'est une autre politique qu'il nous faut ! Nous savons bien, après des années de crise, qu'il n'y a qu'une alternative : ou bien celle du libéralisme, ou bien celle d'une politique égalitaire à tout point de vue. Nous pouvons tous constater que derrière les offensives en cours, c'est la démocratie elle-même qui est sommée de s'effacer devant le marché, et les besoins du plus grand nombre devraient céder aux calculs patronaux.

Les mêmes nous refusent toute négociation réelle et sérieuse et opposent à la moindre de nos aspirations - même de modestes rattrapages sur l'augmentation des prix - les marges des directions d'entreprise. Les mêmes hurlent après toute velléité d'imposer par la loi les indispensables corrections aux inégalités. Ceux-là organisent l'évasion fiscale, la fuite des capitaux, le trucage de l'impôt, la chasse au moins disant social.

Eh bien, nous avons deux échéances à portée de main, le 1^{er} Mai et le 5 Mai. Qu'en faisons-nous ?

- Ou bien un 1^{er} Mai routinier, à la solidarité formelle, et un 5 Mai dont on considère qu'il n'est pas du domaine syndical.
- Ou bien nous gravissons les marches d'une remobilisation pour nos revendications en passant par ce 1^{er} Mai et ce 5 Mai sous nos couleurs, pour nos objectifs collectivement décidés.

C'est de cette manière, possible, parfaitement réalisable, que nous desserrerons l'étau droite-extrême droite/austérité de gauche, chômage de masse et licenciements patronaux.

La nausée : voilà ce que nous inspire la seule vue de Barjot-Gaino-Le Pen et autres intégristes homophobes.

L'indignation : voilà ce que provoque la politique d'austérité et la valse des licenciements.

Nous voulons passer de ce rejet à l'action. Pouvons-nous le faire tous ensemble début mai ?

Directeur de publication : Marc Peyrade – Rédaction : Jean Gersin (gersin@filpac-cgt.fr) Filpac CGT - tél. : 01 55 82 85 74 - filpac@filpac-cgt.fr - www.filpac-cgt.fr

